

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'an deux mil vingt-trois, le quatre juillet à dix heures, le conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe-et-Moselle, légalement convoqué, s'est réuni à VILLERS-LES-NANCY, 2 allée Pelletier Doisy sous la présidence de Monsieur Daniel MATERGIA.

Mme Rose-Marie FALQUE a été désignée secrétaire de séance.

	Collège des collectivités affiliées	Collège spécifique des collectivités non affiliées
Nombre de membres	24	non convoqué
Nombre de membres présents	12	non convoqué
Nombre de procurations	7	non convoqué
Nombre de suffrages exprimés	19	non convoqué

Etaient présents Monsieur Daniel MATERGIA
Monsieur Pierre BOILEAU
Monsieur Alde HARMAND, suppléant de Madame Lydie LE PIOUFF (décédée)
Monsieur Henry LEMOINE
Monsieur Claude GRAUFFEL
Monsieur René WAGNER, suppléant de Monsieur Philippe ARNOULD
Madame Rose-Marie FALQUE
Madame Viviane PLANCHAIS
Monsieur François DIETSCH
Madame Martine BOCOUM
Madame Blandine SOUVAY
Monsieur Valentin DETHOU

Ont donné procuration Monsieur Jean-Marc FOURNEL à Monsieur Alde HARMAND
Monsieur David GARLAND à Monsieur François DIETSCH
Monsieur Serge DE CARLI à Madame Martine BOCOUM
Monsieur Eric PENSALFINI à Monsieur Henry LEMOINE
Monsieur Bernard BERTELLE à Monsieur Pierre BOILEAU
Madame Catherine PAILLARD à Madame Rose-Marie FALQUE
Monsieur Bertrand MASSON à Monsieur Daniel MATERGIA

Etaient excusés Monsieur Christophe SONREL
Monsieur Jean-Jacques PIERRET
Monsieur Luc BINSINGER
Monsieur Didier JACQUOT-HECK
Monsieur Yannick HELLAK

En application de l'article 26 du décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, y assistait également :

- Monsieur Alain FAIVRE, Directeur
- Madame Agnès MAYER, Payeur départemental, EXCUSEE

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 4 JUILLET 2023
POINT A L'ORDRE DU JOUR :**

CDG 23/35 – MISSIONS OBLIGATOIRES – POLE EMPLOI & CARRIERES - UNITE CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS – SERVICE OPERATIONNEL – AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE CONTRE LES RECOURS N°2302732-6 ET N°2301657-1 PORTANT SUR LE CONCOURS D'ATTACHE TERRITORIAL – SESSION 2022

Deux candidats ont déposé des recours séparés sur la plateforme télérecours le 19 avril 2023 (MULLER) et le 1^{er} juin 2023 (PESTANA), contre la décision du jury du concours interne d'attaché 2022 de ne pas les avoir déclarés admis à l'issue de leur épreuve orale.

Madame Sandrine MULLER et Monsieur Antonio PESTANA ont été valablement admis à concourir en interne dans la spécialité administration générale par l'arrêté n°393/22/AF/VB/CTT/BH/ML du 14 novembre 2022. Ils contestent la décision du jury qui les ont déclarés non admis, à l'issue de leur épreuve orale d'entretien.

- Par une requête déposée auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg, Madame Sandrine MULLER, à l'appui de sa demande, évoque deux arguments :
 - L'un des examinateurs, représentant désigné par le CNFPT, serait en situation de « conflit d'intérêt » au regard du poste occupé par la candidate au sein de l'INET
 - Le même examinateur aurait coupé la parole à l'intéressée au cours de l'entretien et aurait manifesté l'intention de la déstabiliser.
- Par une requête déposée auprès du Tribunal Administratif de Nancy, Monsieur PESTANA demande :
 - L'annulation de la décision du jury d'admission du 11 avril 2023 relative la liste d'admission du concours interne d'attaché territorial de la session 2022
 - La condamnation du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe & Moselle à réparer les préjudices subis, en se prévalant d'une rupture d'égalité de traitement entre les candidats, liée à la négligence du jury n°3 concernant le temps accordé à la présentation du parcours professionnel par ce dernier lors de l'épreuve d'admission au concours précité.

Par un courrier en date du 6 mai 2023 adressé à Monsieur le Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de Meurthe & Moselle et reçu le 15 mai 2023, Monsieur Antonio PESTANA a effectué, pour le motif ci-dessus, un recours gracieux contre la décision du jury du concours interne d'attaché territorial – session 2022. Cette demande a fait l'objet d'un refus notifié à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé réception, reçue par M. PESTANA le 2 juin 2023.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration décident, à l'unanimité, d'autoriser le Président, à ester en justice devant l'ensemble des juridictions compétentes pouvant être appelées sur ce dossier, à engager toutes les démarches et à signer tous les mémoires ou pièces à produire pour ces recours.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus ont signé au registre les membres présents.

**Pour extrait conforme,
Le Président,**



**Daniel MATERGIA
Maire de SANCY**